

REPUBLIQUE FRANCAISE

Commune de CESSY

Dossier n° DP00107124B0089

Date de dépôt : 12/06/2024

Date d'affichage : 12/06/2024

Demandeur : SAS CELLNEX FRANCE
INFRASTRUCTURE

Pour : implantation de :

- 1 pylône treillis 24m de hauteur de couleur RAL 6003;

- 3 antennes sur le pylône de dimensions : 1010*500*250mm ;

- 3 antennes sur le pylône de dimensions : 2800*500*250mm ;

- 1 faisceau hertzien sur le pylône

- 15 coffrets techniques installés sur le pylône ;

- 1 coffret énergie + 1 disjoncteur cadernassé + 1 paratonnerre + 1 antenne GPS

- 2 armoires techniques superposées installées au sol;

- 1 massif enterré dimension 6,00x6,00m;

Le tout dans un espace grillagé par une clôture acier verte de 2m de hauteur et d'un portillon d'accès.

Adresse terrain : PRE NOUVEAU 01170 CESSY

ARRÊTÉ**d'opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de CESSY****Le Maire de CESSY,**

Vu la déclaration préalable présentée le 12/06/2024 par la SAS CELLNEX FRANCE INFRASTRUCTURES n° SIRET 91781348700019 représentée par Monsieur Jérôme HARROIS et dont le siège social est au 58 Avenue Emile Zola 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, enregistrée sous le numéro DP00107124B0089 et affichée en mairie à partir du 12/06/2024;

Vu les pièces complémentaires fournies en date du 27/06/2024 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : l'implantation de :
 - 1 pylône treillis 24m de hauteur de couleur RAL 6003;
 - 3 antennes sur le pylône de dimensions : 1010*500*250mm ;
 - 3 antennes sur le pylône de dimensions : 2800*500*250mm ;
 - 1 faisceau hertzien sur le pylône
 - 15 coffrets techniques installés sur le pylône ;
 - 1 coffret énergie + 1 disjoncteur cadernassé + 1 paratonnerre + 1 antenne GPS
 - 2 armoires techniques superposées installées au sol;
 - 1 massif enterré dimension 6,00x6,00m;
 - Le tout dans un espace grillagé par une clôture acier verte de 2m de hauteur et d'un portillon d'accès. ;

- Sur un terrain situé lieu-dit Pré Nouveau 01170 CESSY ;
- Pour une surface de plancher créée de 0 m² ;
- Pour la parcelle : AM-0021 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Plan Local de l'Habitat approuvé le 27/02/2020 et exécutoire le 18/07/2020 ;

Vu la modification n°3 approuvée le 8 juillet 2021 et rendue exécutoire le 27 août 2021,

Vu la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUiH approuvée le 9 septembre 2021 et rendue exécutoire le 26 novembre 2021,

Vu la modification n° 1 du PLUiH approuvée par délibération du Conseil communautaire du 15 décembre 2021 est exécutoire le 17 février 2022 ;

Vu la modification simplifiée n°1 du PLUiH approuvée le 27 janvier 2022 et rendue exécutoire le 7 mars 2022 ;

Vu la modification simplifiée n°2 du PLUiH approuvée le 26 avril 2023 et rendue exécutoire le 23 juin 2023 ;

Vu les révisions allégées n°2 et n°4 du PLUiH approuvées le 12 juillet 2023 et rendues exécutoires le 25 août 2023 ;

Vu la modification n°5 du PLUiH approuvée le 27 mars 2024 et rendue exécutoire le 05 mai 2024 ;

Vu la modification n°4 du PLUiH approuvée le 24 avril 2024 et rendue exécutoire le 30 mai 2024 ;

Vu la zone Ap du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Plan Local de l'Habitat et son règlement;

Vu l'avis réputé favorable tacitement de ENEDIS consulté en date du 14/06/2024 et resté sans réponse dans le délai d'un mois ;

Vu l'avis de la direction des routes du Département de l'Ain en date du 24/06/2024 ;

Vu l'avis du Service Grand cycle de l'eau et Biodiversité de la CAPG en date du 11/07/2024 ;

Considérant l'article R111-2 du code de l'urbanisme qui dispose que : « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations. »

Considérant l'avis du Service Grand cycle de l'eau et Biodiversité de la CAPG en date du 11/07/2024 qui stipule : « L'installation d'une clôture, pour tous niveaux d'aléas inondation, est strictement interdite au regard de l'enjeu sécurité. En effet, il est nécessaire de ne pas faire obstacle à l'écoulement ou à l'expansion des crues. Le présent dossier ne peut donc pas faire l'objet d'un avis favorable. »

Considérant de fait que le projet méconnaît l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

Article unique

Il est fait opposition à la déclaration préalable.

19 JUL. 2024

Fait à CESSY, le
Le Maire

Par délégation du Maire
Patricia REVELLAT
Adjointe au Maire



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par le biais d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis de construire :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée à deux reprises d'une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis de construire peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal.
- Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.
-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.